



ARRETONS LE MASSACRE DES EMPLOIS PUBLICS !

En 2010 à la DGFIP, ce sont 2569 emplois qui vont être supprimés. Dans le département de l'Ain, ce sont 21 emplois qui vont disparaître, principalement des agents C.

Tous les postes et tous les services sont concernés : si votre service n'est pas touché cette année, il l'a été ou le sera bientôt. La volonté du gouvernement de supprimer des emplois de fonctionnaires est justifiée par nos politiques et nos directeurs en fonction de :

- gains de productivité (télé-déclarations, DPR, téléactes pour la filière fiscale, Hélios pour la filière gestion publique...)
- l'efficacité. Cette méthode permet de supprimer des emplois en comparant les directions entre elles grâce à différents indicateurs afin d'aligner les effectifs sur celles qui arrivent à fonctionner avec un nombre d'agents inférieur aux autres. Cette façon de procéder n'a semblé-t-il pas de limite pour notre direction générale puisqu'elle est pratiquée depuis plusieurs années et qu'elle ne fait que s'amplifier.

Tout ceci conduit, sans aucune forme de reconnaissance, à accroître la pression individuelle et à un impact direct sur les conditions de travail. De plus, les agents se trouvent dans l'incapacité de remplir l'ensemble de leurs missions dans des conditions satisfaisantes. Désormais, le fonctionnement même des services est menacé.

Ne rien faire c'est admettre que ces 21 emplois sont de trop dans notre département.

Ne rien dire, c'est accepter que le travail de ces 21 agents soit réparti collectivement sur ceux qui restent.

Fermer les yeux , c'est accepter de nouvelles suppressions d'emplois dans l'avenir, c'est accepter l'abandon de nos missions de services publics, c'est continuer à voir nos conditions de travail se dégrader. C'est encore le risque de voir la loi sur la mobilité s'appliquer prochainement pour les collègues perdant leur poste. C'est également la porte qui se referme pour l'obtention d'une mutation

C'est pourquoi, nous devons tous ensemble dire STOP aux suppressions d'emplois et exiger de nos directions départementale et nationale qu'un état des lieux soit dressé afin de recenser les besoins en personnels.

**TOUS EN GREVE LE VENDREDI 8 JANVIER 2010
à l'occasion du CTPD « suppressions d'emplois » et rassemblement
dans la cour de la DSF à 13H30**